

## GENERAL ELECTRIC Un avenir à l'industrie

En 2014, Emmanuel Macron, alors Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, favorisait le démantèlement du fleuron industriel Alstom en cédant à General Electric sa branche énergie. General Electric s'engagea alors à créer 1000 emplois. Or, depuis, c'est l'hécatombe industrielle !

**Après la suppression de 260 emplois chez General Electric Hydro, à Grenoble, en 2018, de nouvelles suppressions d'emplois ont été annoncées dès le lendemain des élections européennes dont plus de 1000 emplois à Belfort**, la connivence entre le patronat et les hauts dirigeants de l'entreprise éclatant au grand jour.

General Electric, non seulement, ne respecte pas son engagement de création d'emplois mais en supprime, fragilisant l'activité des sites industriels ciblés pour les préparer à terme à des fermetures.

Pour la CGT, cette casse délibérée des sites industriels et le pillage des technologies par un géant américain est à mettre en lien avec la politique de guerre économique menée par les États-Unis. En effet, **en utilisant leur monnaie et leur justice extra territoriale, les États-Unis entendent contrôler le monde, supprimant toute concurrence à leurs intérêts et développant leur hégémonie économique et idéologique.**

Hier, Alstom s'est trouvé dans le viseur des États-Unis. Demain, ce sera peut-être Airbus. Et **d'autres entreprises sont régulièrement contraintes de se soumettre au diktat américain, empêchant le développement industriel et remplissant les caisses du trésor américain.**

Si la politique impérialiste des États-Unis est condamnable, le laisser-faire voire même la complicité de l'État français est tout aussi condamnable.

Les responsabilités doivent être dévoilées :

- non-respect de l'engagement de création de 1000 emplois – une simple amende ne peut suffire à dissuader le patronat à bafouer ses engagements devant l'État ;
- le rôle des plus hauts dirigeants questionne, les nominations à des postes stratégiques dans l'entreprise mélangeant les intérêts.

À Belfort, les syndicats avec la population, s'organisent. Un collectif a été créé afin de faire des propositions. Dans un premier temps, le ministre de l'Économie va être mis en demeure de réunir le comité de suivi des engagements, ainsi qu'inscrit dans l'accord entre Général Electric et l'État.

**Le Ministre doit suspendre le PSE en cours. En parallèle, la mobilisation des salariés de General Electric, de toutes les entreprises concernées et de la population doit se poursuivre.** Plusieurs initiatives sont en réflexion, comme une mobilisation en septembre et des assises de l'énergie pour démontrer le besoin et la viabilité d'une telle filière industrielle pour notre pays.

Ce sont de telles contributions pratiques, ancrées dans la vie et le réel des travailleurs, qui participeront à la réponse donnée au pacte productif annoncé par le gouvernement.

Montreuil, le 11 juillet 2019